



## **Mali : les origines du coup d'État militaire du 22 mars 2012 et l'état actuel de l'armée malienne**

**Par Dorothee THIÉNOT**

*Dorothee Thiénot est journaliste indépendante. Elle vit principalement en Afrique à propos de laquelle elle acquiert une expertise reconnue et collabore à différentes publications nationales et internationales : Le Monde, Altermondes, France 24, Jeune Afrique et l'Express. Elle s'intéresse particulièrement aux questions relatives aux droits humains et aux luttes sociales et environnementales. Membre de son comité de rédaction, Dorothee Thiénot collabore régulièrement avec ACP.*



# **Analyse**

**Mai 2013**

Depuis le coup d'État militaire de mars 2012, le Mali vit des heures difficiles et est victime d'une importante insurrection menée par des groupes islamistes radicaux. Pays autrefois cité comme modèle de démocratie en Afrique, ce partenaire de la coopération belge au développement, plonge dans le chaos. Pour comprendre la situation d'aujourd'hui et de demain, il est important de comprendre ce qui s'est réellement passé, à commencer par le coup d'État militaire de mars 2012 par lequel tout semble être arrivé. Sur le plan militaire mais aussi sur les plan humanitaire, migratoire ou du développement notamment, la situation au Mali aura des conséquences au niveau de sa relation avec la Belgique. Pour aider à comprendre les enjeux de cette crise, ACP revient ici sur les origines du coup d'État militaire du 22 mars 2012 et l'état actuel de l'armée malienne.

« *Discipline, rendement, formation : rien ne va dans cette armée.* » En ce début mars 2013, un commandant malien basé à Gao ronge son frein en attendant de se diriger vers le nord. Tous les observateurs s'interrogent sur les suites de l'intervention militaire lancée le 11 janvier 2013 en direction de la partie septentrionale du pays. Sans l'appui des troupes étrangères, notamment françaises et tchadiennes, rien n'aurait été possible. Or le soutien occidental, et même africain, ne sera pas éternel...

Après une invasion qu'elles n'ont pu contenir, les troupes maliennes, confrontées à la perspective d'une présence militaire étrangère significative et sans doute durable, se retrouvent dans une situation inédite. Les dissensions internes restent vives, et les motifs d'amertume multiples. Depuis le déclenchement de l'opération « Serval », de nombreux officiers et sous-officiers jurent en privé qu'après le conflit, « *si Dieu [leur] prête vie* », ils changeront de métier.

Le malaise est ancien. En 1993, en application des accords de paix de Tamanrasset<sup>1</sup> et pour calmer les velléités indépendantistes touarègues<sup>2</sup> dans le nord du pays, le président Alpha Oumar Konaré prend la décision d'intégrer des centaines de combattants rebelles au sein de l'armée régulière. Cette première fusion ne laisse pas un bon souvenir aux soldats : dès 1994, les « intégrés », doutant de la parole gouvernementale, prennent le maquis avec leurs armes. Le scénario se reproduit en 1996. Là encore, les autres militaires sont forcés d'accepter, bon gré mal gré, ces arrangements et leurs suites.

Dix ans d'une cohabitation empreinte de méfiance se sont écoulés quand, en 2006, des militaires « intégrés » proches de M. Iyad Ag Ghali — qui créera cinq ans plus tard le mouvement Ançar Dine (« Défense de l'islam »), un rassemblement touareg de tendance djihadiste — sont accusés de faire des aller-retours entre les différents mouvements du Nord, « au gré du vent ». Le 23 mai 2006, les soldats intégrés, regroupés à Kidal, aident à la prise du camp militaire et rejoignent le chef touareg dans le désert. Pour les militaires, c'est la trahison de trop. « *Pendant dix ans, on partageait tout, on mangeait ensemble, on prenait le thé ensemble* », s'insurge un sergent. Il ne peut oublier que l'un de ses anciens frères d'armes avait alors saisi son propre kalachnikov pour abattre six de ses compagnons.

Le gouvernement de M. Amadou Toumani Touré<sup>3</sup> ne voit pas que le point de rupture a été atteint. Pis, le président tente d'amadouer les rebelles : ceux qui les avaient rejoints ne sont pas radiés, mais promus. « *2006 a réveillé de vieux démons*, explique un colonel. *Les soldats avaient déjà avalé trop de couleuvres : intégrations, nominations... On a toujours géré politiquement les Tamacheks<sup>4</sup>, jusqu'à instituer des quotas : les soldats de Kidal devaient être*

---

<sup>1</sup> Grâce à une médiation algérienne, les accords de paix de Tamanrasset, le 6 janvier 1991, ont entraîné la démilitarisation des trois régions septentrionales : Kidal, Gao et Tombouctou.

<sup>2</sup> Les Touaregs, qui vivent également au Niger et en Algérie, représentent 4 % de la population du Mali. Ils sont aussi minoritaires dans le Nord, sauf dans la région de Kidal.

<sup>3</sup> Amadou Toumani Touré, dit ATT, est le quatrième président de la République malienne. En mars 2012 quand éclate le coup d'État, il était président depuis 10 ans.

<sup>4</sup> Tamachek, synonyme de Touareg, sert à qualifier à la fois la langue et la population qui la parle.

*recrutés dans la localité. Pourtant, un militaire doit servir l'ensemble de son pays... Cela a émoussé la motivation des soldats. »*

En 2012, mêmes causes, mêmes effets : les rebelles reprochent au gouvernement de ne pas avoir lancé la décentralisation promise, à défaut de l'indépendance. Ils la réclament de nouveau. « *Les porteurs d'armes n'ont qu'un ennemi commun : l'armée malienne, qui représente l'État* », regrette le colonel-major Abdourhamane Dembélé.

Survient, fin janvier 2012, le massacre de la garnison d'Aguelhoc, au nord de Kidal : quatre-vingts soldats tués, dont certains égorgés, par un détachement de plusieurs groupes armés de la région, le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) et Ançar Dine. Le président commet la même erreur qu'en 2006 : il demande de « *ne pas faire d'amalgames* ». Son manque de fermeté est perçu comme une nouvelle marque de mépris par les soldats basés dans le Nord. L'indulgence des dirigeants politiques a fini par convaincre nombre d'entre eux que le putsch qui a renversé « ATT », le 22 mars 2012, était un mal nécessaire : aucune solution politique — pouvoir intérimaire, concertation nationale, élection — ne pouvait plus rétablir l'ordre dans un pays soumis à la partition, et où la confiance ne régnait plus. « *Ce coup d'État, je le voulais depuis longtemps*, témoigne un caporal-chef qui a lui-même aidé à enterrer les corps après le massacre d'Aguelhoc. *Personne n'a bougé. Tuer les gens comme ça, comme des poulets, et pas un mot pour nous !* » Parti de la caserne de Kati, dans la banlieue de Bamako, le mouvement a rencontré les faveurs du petit peuple et de la jeunesse de la capitale.

Pour autant, le changement au sommet du pouvoir n'a pas amélioré le sort des militaires. Les promesses — limoger ceux qui ont mis l'armée à genoux, renouveler les armes et l'équipement — sont restées vaines. Les maux de cette armée peu étoffée, avec ses huit bataillons de quatre cents à huit cents hommes, ont des racines plus profondes que le simple manque de matériel, même si son sous-équipement est réel.

Reconnu chef de la junte, le capitaine Amadou Haya Sanogo a placé ses hommes à la tête du système sécuritaire, mais il a rapidement été neutralisé par les partenaires internationaux du Mali. Affublé du titre de « chef du comité militaire de suivi de la réforme des forces de défense et de sécurité », il a été relégué loin des combats et n'a été investi officiellement qu'en février dernier, six mois après sa nomination. Durant cette période, le chef putschiste ne s'est rendu qu'une fois à Sévaré, la principale base militaire du pays. Peu après la bataille de Konna, perdue par les soldats maliens au terme d'une vaillante résistance, le 11 janvier 2013, il y a improvisé une distribution de grades, sans l'autorité de celui qui connaît le terrain. Des promotions aussitôt jugées injustifiées par les soldats basés au Nord. L'histoire bégaie...

« *Qui n'a pas "fait le Nord", avec son désert, en étant soumis aux assauts des rebelles et des narcotrafiquants, ne peut pas comprendre* », déclare Bokar, originaire de Bamako. Depuis ses débuts dans l'armée, il y a treize ans, il a passé l'essentiel de son temps à l'extrême nord du pays — Kidal, Tessalit : des zones difficiles comparées aux confortables garnisons du Sud que sont Sikasso, Kati ou Sévaré.

Depuis le coup d'Etat de mars 2012, une prime de guerre de 50.000 francs CFA<sup>5</sup> (contre 6.000 précédemment) est allouée aux militaires qui passent plus de vingt-cinq jours sur un théâtre d'opérations. Mais, pour Bokar, « *le problème n'est pas l'argent, c'est l'injustice. La hiérarchie ne correspond pas à la valeur des militaires. Neuf officiers sur dix sont des fils d'officier, des héritiers* ». Et ils forment une caste qui a du mal à se faire respecter des sous-officiers, lassés du spectacle de ces « pistons » à répétition.

Un ancien ministre de la défense, M. Soumeylou Boubeye Maïga, confirme ce que les débâcles successives sur le terrain avaient amplement démontré : l'armée se révèle peu opérationnelle, incapable d'intervenir en première ligne. Elle est devenue, dit-il, un « *groupement de militaires-fonctionnaires* », non combattants, sous-payés, qui vivent davantage de petits ou de grands trafics que de leur solde.

Le colonel-major Ibrahima Dahirou Dembélé déplore, de son côté, que l'armée soit parfois considérée comme une « *maison de correction ou une structure éducative* », plus que comme un outil d'entraînement et de combat effectifs. Les officiers savent d'autant moins se faire respecter qu'ils sont incapables de faire valoir les droits les plus élémentaires de leurs subordonnés : les primes se font attendre, et les salaires tardent à être versés. Ils sont pourtant modestes : un *deuxième classe* démarre sa carrière à 55.000 francs CFA mensuels ; un *caporal-chef*, après treize ans de métier, ne touche que 130.000 francs CFA par mois.

Népotisme et absence d'équité : sans légitimité aux yeux des troupes, le commandement est constamment remis en question. En l'absence d'une école de guerre et d'une école d'application pour les officiers, l'instruction des cadres s'avère insuffisante. Un formateur se souvient par exemple que les officiers dont il avait la charge étaient pour la plupart incapables de lire des coordonnées sur une carte ou de calculer des distances.

En outre, l'hétérogénéité des parcours d'études des gradés — en France, aux États-Unis, en Chine... ou même au Mali —, toujours au contact de militaires étrangers, ne les aide pas à acquérir un esprit de corps et un langage commun. Et il n'est pas sûr que la Mission de formation de l'Union européenne (EUTM), entamée en avril et qui concerne quatre bataillons à Koulikoro, dans le centre du pays, parvienne à inverser rapidement la tendance.

La population du Nord a si peu confiance en l'armée nationale qu'elle a constitué des milices d'auto-défense, comme les Ganda Koy, les Ganda Izo ou le Front de libération du nord du Mali (FLNM). Plusieurs centaines de leurs membres — hommes et femmes — attendent d'être intégrés à l'armée, dans les mêmes conditions que les Touaregs en 1994 et sans prise en compte de la limite d'âge habituelle, que beaucoup de leurs membres ont dépassée.

Pour asseoir son autorité, « ATT » a opposé l'armée du Nord à celle du Sud, mais aussi les bérets verts — dont se réclame M. Sanogo — aux bérets rouges des commandos parachutistes, dont l'ancien général devenu président était lui-même issu.

---

<sup>5</sup> 75 euros.

Les « rouges », mieux équipés, mieux payés et mieux préparés grâce à des programmes mis en place depuis 2006 par les États-Unis et la France au nom de la lutte contre le terrorisme, suscitent la jalousie de leurs pairs. Les deux corps se sont affrontés le 30 avril 2012 lors d'une tentative de contre-coup d'État menée à Bamako par des bérets rouges, qui s'est soldée par plusieurs dizaines de victimes et par des emprisonnements. Si le régiment parachutiste a officiellement été dissous, la « guerre des bérets » demeure vivace derrière une réconciliation de façade. Après un an de mise au ban, un bataillon de paras a été reconstitué sous l'intense pression des partenaires étrangers.

Les exactions des soldats maliens, revenus dans certaines garnisons du Nord à partir de la reconquête de janvier 2013<sup>6</sup>, satisfont sans doute un besoin de revanche contre les djihadistes — les « traîtres » tamacheks par qui le malheur est arrivé —, ainsi que contre certains Songhaïs (ethnie majoritaire au Nord), jugés complices. Certains affichent autant de mépris envers l'État corrompu qu'envers les habitants qu'ils sont venus défendre. Un sentiment réciproque : à Gao, chacun se souvient de ces militaires qui ont pris la fuite, le 31 mars 2012, en se délestant de leurs uniformes et en abandonnant les civils à leur sort... Ce 26 janvier 2013, les rebelles du Mouvement pour l'unicité et le djihad en Afrique de l'Ouest (Mujao) ont dû s'enfuir à leur tour.

L'interminable « repli tactique » effectué par l'armée durant les mois d'occupation lui aura coûté sa réputation auprès de la population. L'apaisement ne pourra passer que par un changement radical dans l'attitude des militaires. Pour des soldats qui se sentent humiliés, il s'agit d'abord de reprendre confiance en eux-mêmes, sans céder à la tentation du défoulement. Mais, en dépit des annonces triomphalistes de ces derniers mois, sans un processus de réconciliation crédible, auquel l'armée devrait prendre part, la perspective d'un Mali pacifié et uni relève du mirage. La présence des militaires français et africains et, plus tard, des douze mille six cents casques bleus attendus dans le cadre de la future force de maintien de la paix des Nations unies pourrait se prolonger...

---

<sup>6</sup> « Mali : des soldats ont torturé des détenus à Léré », Human Rights Watch, 26 mars 2013